

Déserts médicaux : les fausses (et mauvaises) solutions du gouvernement !

Pour répondre à la question épineuse des déserts médicaux, le gouvernement propose, dans le cadre du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS), de faire faire une quatrième année aux internes de médecine générale dans ces zones géographiques en manque de médecins.

Cette année supplémentaire se ferait sans projet et cadre pédagogique formateur. En fait cette prolongation d'un an de l'internat de médecine générale n'a qu'un but : avoir de la main d'œuvre à bon marché ! Accessoirement, le gouvernement veut faire croire qu'il s'occupe de cette question majeure : un médecin traitant pour tous les Français, alors que 6 millions n'en ont pas à ce jour. Mais avec un trou d'un an dans la sortie de nouveaux médecins généralistes, la situation risque plutôt de s'aggraver. Le gouvernement doit revenir sur cette proposition et respecter les internes : nos futurs médecins ne doivent pas être corvéables à merci. Ils/elles le sont déjà avec en moyenne près de 60h de travail par semaine dans les hôpitaux, avec le non-respect général des récupérations nécessaires après 24h de garde, qui mettent en danger les patient-es et les internes. La réalité, c'est un suicide d'étudiant-e en médecine tous les 18 jours, 3 fois plus que le reste de la jeunesse.¹

De leur côté, les internes et toute la profession médicale doivent proposer des solutions pour le bien commun de la population. Une régulation de l'installation est nécessaire, la liberté totale n'est plus possible ! Mais cela doit aller de pair avec une amélioration immédiate des conditions de formation et de vie des internes et la promesse d'une activité de généraliste avec du temps pour soigner et vivre.

C'est au gouvernement de prendre le relai pour assurer l'égalité d'accès aux soins dans tout notre pays et mettre fin à la mise en concurrence des territoires. Une vraie politique ambitieuse serait de créer un service public de soins de proximité autour de centres de santé non marchands. Enfin, sauf à vouloir une situation pire dans dix ans, des moyens doivent être donnés aux facultés pour former plus de médecins ! Hélas ce n'est pas la logique globale de ce PLFSS, qui une fois de plus encadre une politique d'austérité pour les hôpitaux et la santé en général.

Le collectif 37 « Notre santé en danger » soutient donc le mouvement revendicatif des internes et leur grève du 14 octobre.

1 <https://start.lesechos.fr/societe/engagement-societal/un-interne-se-donne-la-mort-tous-les-18-jours-pour-cause-de-surmenage-stop-a-lhecatombe-1778923>